

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET AGRICULTURE (Mouy 49)

LIEUDIT LE VIEUX MOUY
49 rue des Etangs
77480 Mouy-Sur-Seine

Références : E/25- 0723
Code AIOT : 0006502033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE (Mouy 49) implanté LIEUDIT LE VIEUX MOUY 49, rue des Etangs 77480 Mouy-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 23/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET AGRICULTURE (Mouy 49)
- LIEUDIT LE VIEUX MOUY 49, rue des Etangs 77480 Mouy-sur-Seine
- Code AIOT : 0006502033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est composé de 4 silos de stockage de céréales, d'un séchoir au gaz naturel, d'un hangar, d'un bureau de réception et des locaux sociaux. Les silos 3, 5 et le silo hangar sont métalliques avec des cellules directement ouvertes sur une charpente métallique. Le silo vertical 4 est en béton avec 10 cellules fermées à fond en pente et 3 as de carreaux.

Le site est implanté dans la zone nord-ouest de l'agglomération de MOUY-SUR-SEINE, rue des Etangs. L'accès routier s'effectue par la route D213. Le site de MOUY-SUR-SEINE présente de grands atouts logistiques de part sa proximité de grands bassins de consommation de la région parisienne et de part les facilités d'accès par route ou voie fluviale. L'environnement du site est caractérisé par la présence :

- Du premier ERP (Établissement Recevant du Public) à 1 km du site,
- De la route D213 en limite de propriété,
- De la première habitation à 70 m du site,
- De la Seine en limite de propriété du site.

Aussi compte tenu de l'environnement du site, cet établissement est inscrit sur la liste des silos dits « à enjeux très importants » qui a été établie par le Ministère chargé de l'Environnement conjointement à la publication de l'arrêté ministériel du 23 février 2007 modifiant l'arrêté silos du 29 mars 2004 : l'objectif est d'assurer un suivi particulier de ces silos qui, du fait d'un environnement vulnérable, présentent un niveau de risques plus élevé.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2-a de nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1.2 du titre 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
3	Moyens d'intervention en cas d'accident - Equipements	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 6.1 du titre 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
4	Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 30/06/2018, article 1.4 du titre 5	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 4.4 du titre 4	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Vérification des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	/	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	installations de protection contre la foudre	21			
9	Nettoyage des installations	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 4.2 du titre 2	/	Demande d'action corrective	3 mois
12	Alimentation en combustible	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 3 du titre 7	/	Demande d'action corrective	3 mois
14	Détection de gaz - détection d'incendie	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 5 du titre 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Surveillance de l'exploitation	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 6 du titre 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Nettoyage séchoir	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 11.1 du titre 7	/	Demande d'action corrective	3 mois
19	Produits entrant séchoir	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 11.2 du titre 7	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
20	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 12 du titre 7	/	Demande d'action corrective	3 mois
21	Surveillance	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 14 du titre 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
22	Livret de chaufferie	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 15 du titre 7	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 3.2 du titre 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
7	Étude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
10	Évacuation des fumées	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1 du titre 7	/	Sans objet
11	Ventilation	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 2 du titre 7	/	Sans objet
13	Contrôle de la combustion	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 4 du titre 7	/	Sans objet
16	Conduite des installations	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 7 du titre 7	/	Sans objet
17	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 30/06/2009, article 8 du titre 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que, bien que l'exploitation du site apparaît maîtrisée par le chef de silo, plusieurs manquements aux dispositions réglementaires ont été constatés. Par ailleurs, concernant l'absence de contrôle de certaines colonnes sèches, la non-conformité de l'une d'elle et l'absence d'émoteur-séparateur et, si nécessaire, d'un nettoyeur-séparateur, permettant un nettoyage des céréales avant leur introduction dans le séchoir, conduisent l'inspection des installations classées à proposer au préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 3.2 du titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises et européennes qui lui sont applicables.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Les matériels électriques sont étanches aux poussières.</p> <p>Il n'y a pas de moteurs dans les cellules de stockage fermées.</p>
Constats : <p>Non-conformité n° 3 de l'inspection du 01/10/2020 : L'exploitant devra justifier les actions engagées suite aux écarts identifiés dans le rapport électrique ICPE des continuités des liaisons équipotentielles du 9 décembre 2019 conformément à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDDIC174 du 30 juin 2009.</p> <p>Constat de l'inspection du 31/01/2022 : Suite à ce constat, l'exploitant transmettra un justificatif attestant du respect de la dernière observation du rapport de contrôle des installations électriques du 27/10/2021.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 02/05/2022 : L'exploitant indique que, selon lui, la nature de l'observation n'est pas de nature à entraîner un risque d'incendie et d'explosion dans les installations. Il souhaite prendre l'attache de son organisme de contrôle pour corriger le rapport de contrôle des installations électriques concerné.</p> <p>L'inspection a consulté le certificat Q18 associé au contrôle des installations électriques du 06/12/2024 concluant que les éventuelles observations relevées dans le cadre de ce contrôle ne</p>

<p>sont pas de nature à entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>→ La non-conformité n° 3 de l'inspection du 01/10/2020 et le constat de l'inspection du 31/01/2022 sont levés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1.2 du titre 5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan des réseaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositifs permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 31/01/2022 : L'exploitant a présenté un plan des réseaux mis à jour le 08/07/2020 en version numérique. Une version imprimée n'était pas disponible. Ce dernier ne fait pas apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation, • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature. <p>Suite à ce constat, l'exploitant transmettra un plan des réseaux mis à jour et présentant les éléments manquants cités ci-dessus. Il imprimera ce plan en couleur et l'annexera à son POI afin de le tenir à la disposition des services d'incendie et de secours. De plus, il veillera à ce que l'ensemble des documents de son POI soient bien visibles et identifiables.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 02/05/2022 : L'exploitant a complété son plan des réseaux et l'a ajouté à son POI.</p>

<p>Le plan présent sur site est au format A4 de sorte que les éléments qui y figurent ne sont pas clairement lisibles. Il convient que l'exploitant dispose d'un plan de format suffisant afin que celui-ci soit exploitable en situation d'urgence.</p> <p>→ Le constat de l'inspection du 31/01/2022 n'est pas levé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident - Équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 6.1 du titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident - Équipements
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de cette vérification.</p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur sont implantées dans les tours de manutention et dans les séchoirs de céréales.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans les délais compatibles avec une intervention dans une cellule béton fermée du site.</p>

Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Sont également mentionnés dans cette procédure :

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;
- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;
- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

Constats :

Constat de l'inspection du 31/01/2022 : Suite à ce constat, l'exploitant transmettra le rapport du prochain contrôle des colonnes sèches prévu le 10/02/2022. Il veillera à disposer de tous les rapports des contrôles périodiques des installations de protection contre l'incendie.

Réponse de l'exploitant par courrier du 02/05/2022 : L'exploitant indique être en attente de la réception du rapport du dernier contrôle des colonnes sèches réalisé le 10/02/2022.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle d'une colonne sèche du 29/11/2024 qui stipule que celle-ci est non-conforme. Il ne disposait pas de rapport de contrôle des autres colonnes sèches.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la colonne sèche ayant fait l'objet du dernier contrôle était au niveau du séchoir. Néanmoins, chaque silo disposait également de sa propre colonne sèche qui n'a pas fait l'objet d'un contrôle.

→ **Le constat de l'inspection du 31/01/2022 est clos.**

Suite n°20250127-1 : La colonne sèche du séchoir n'est pas correctement entretenue et maintenue en bon état de marche. Il convient que l'exploitant procède aux mesures correctives nécessaires dans les plus brefs délais.

Suite n°20250127-2 : Les colonnes sèches des 2 silos ne font pas l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant devra y procéder dans les plus brefs délais.

Ces points font l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

Le rapport de contrôle des extincteurs du 15/05/2024 a également été présenté et n'appelait aucune remarque.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2018, article 1.4 du titre 5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant dispose de 3 bassins de rétention des éventuelles eaux d'extinction incendie. Ces bassins sont munis, en sortie, d'une vanne permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. L'inspection constate néanmoins lors de sa visite des installations que ces vannes ne sont pas signalées et que leur position ouverte ou fermée n'est pas clairement identifiable. Suite n°20250127-3 : Il convient que l'exploitant mette en place une signalisation des vannes d'isolement de ses réseaux d'assainissement et précise leur position ouverte ou fermée. Leur mise en fonctionnement est définie par consigne précisant également leur sens de fermeture. Ces vannes sont vérifiées annuellement. Cela fait l'objet d'un enregistrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 4.4 du titre 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder au moins tous les 3 ans à des mesures des émissions de poussières qui portent sur chacune des émissions canalisées des silos. Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les éventuels dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire. Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement, une mesure du débit rejeté des teneurs en oxygène et en oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le rapport de contrôle des émissions atmosphériques au niveau du séchoir du 30/11/2021. Ce dernier mentionnait une non-conformité sur la concentration en poussières mesurée (de 312 mg/m³ au lieu de 5 mg/m³).</p> <p>Le contrôle au niveau des filtres d'aspiration du 06/07/2021 ne présentait pas de non-conformité.</p> <p>Enfin, l'inspection constate qu'un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées n'est pas transmis à l'inspection des installations classées sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les éventuels dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire.</p> <p>Suite n°20250127-4 : L'exploitant ne respecte pas la valeur limite d'émission en poussières fixée pour le conduit du séchoir. Il convient de mettre en œuvre des mesures correctives visant à ne pas dépasser une concentration de 5 mg/Nm³.</p> <p>Suite n°20250127-5 : Le contrôle des émissions atmosphériques du séchoir et des conduits des silos n'est pas réalisé tous les 3 ans.</p> <p>Suite n°20250127-6 : Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées sur les rejets atmosphériques n'est pas transmis à l'inspection des installations classées sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les éventuels dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er</p>

septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Constats :

Le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 25/04/2024 mentionne que le carnet de bord, le DOE, l'analyse de risque foudre, l'étude technique foudre et la notice de vérification et de maintenance ont été présentés au bureau de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Étude technique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Constats :

Le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 25/04/2024 mentionne que le carnet de bord, le DOE, l'analyse de risque foudre, l'étude technique foudre et la notice de vérification et de maintenance ont été présentés au bureau de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérification des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats : <p>Le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 25/04/2024 a été présenté. Celui-ci ne présentait aucune observation. Néanmoins il mentionnait que les « conducteurs de toiture silo 3 et hangar » n'ont pas été vérifiés.</p> <p>Suite n°20250127-7 : L'exploitant se rapprochera de son bureau de contrôle afin de comprendre pourquoi ces équipements n'ont pas été vérifiés. Il veillera à réaliser une nouvelle vérification complète des installations de protection contre la foudre sur l'ensemble des installations concernées.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des enregistrements des compteurs foudre, dont les impacts sont normalement vérifiés tous les trimestres. Les derniers relevés dataient de décembre 2024 et septembre 2024. L'inspection note que la périodicité fixée par l'exploitant est respectée. Par ailleurs, le registre mentionne également le besoin de contrôler les compteurs foudre après chaque épisode orageux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 4.2 du titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos et les séchoirs ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>Un nettoyage régulier doit être par ailleurs assuré au niveau de la zone des deux transporteurs du silo 5 (côté élévateur à la jetée du grain) afin de garantir un faible niveau d'empoussièrement.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.</p> <p>Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.</p> <p>En complément des dispositions précédentes, les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté poussé afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion.</p> <p>Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ; • équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ou mobilisables sous 24 heures ; • vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des

capotages, efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage

L'ensemble de ces dispositions font l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application.

Constats :

La fréquence de nettoyage des installations est fixée dans un registre. Néanmoins, le format de ce registre n'apparaît pas adapté pour renseigner l'ensemble des nettoyages et contrôles de l'empoussièrement réalisés. Par ailleurs, les contrôles de l'empoussièrement ne sont pas renseignés hors périodes de moissons.

Suite n°20250127-8 : Le format du registre de nettoyage n'est pas adapté pour permettre au chef de silo de consigner l'ensemble des vérifications de l'empoussièrement ainsi que l'ensemble des opérations de nettoyage réalisées.

Suite n°20250127-9 : Les contrôles de l'empoussièrement ne sont pas enregistrés hors périodes de moissons.

L'inspection a consulté le registre de contrôle de l'empoussièrement et de nettoyage journalier de la moisson de juin/juillet dernier qui n'appelle pas de remarque.

La consigne de nettoyage du site indique que celui-ci doit être réalisé avec un aspirateur, que l'usage de l'air comprimé doit rester exceptionnel et que l'utilisation du balai est possible sous réserve de consignes particulières. Cette même consigne impose un contrôle hebdomadaire de l'empoussièrement en période de moisson ce qui n'apparaît pas adapté (ce contrôle étant réalisé quotidiennement).

Suite n°20250127-10 : La fréquence de contrôle de l'empoussièrement figurant dans la consigne de nettoyage ne semble pas adaptée pour garantir en tout temps l'absence de risques en période de moisson.

Des repères peints sur le sol du silo 5 permettent d'évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. Néanmoins, aucun n'a été constaté dans le silo 3.

Suite n°20250127-11 : Il convient que l'exploitant dispose d'un nombre de témoins d'empoussièrement suffisant dans ses locaux afin de garantir l'absence d'accumulation de poussières dans des proportions trop importantes et pouvant présenter des risques.

L'inspection n'a constaté la présence d'aucune fuite de grains au niveau des silos 3 et 5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Évacuation des fumées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 1 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : L'exploitant indique que les locaux de séchage sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion. Cela n'a néanmoins pas pu être vérifié par l'inspection puisque la partie haute du séchoir était difficilement accessible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Ventilation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 2 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.
Constats : Dans le local de séchage, l'inspection a constaté la présence de ventelles permettant une ventilation naturelle du local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 3 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
Prescription contrôlée : Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et

repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé:

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Constats :

Les canalisations de gaz sont localisées à l'intérieur du local de séchage, donc protégées des agressions extérieures, et repérées en jaune.

Un dispositif de coupure manuelle de l'alimentation en gaz, repéré, a été constaté à l'extérieur. Celui-ci est accessible rapidement et en toutes circonstances et se situe en aval du poste de livraison de gaz. Le repérage des positions ouverte ou fermée n'est pas précisé.

Suite n°20250127-12 : Le dispositif de coupure manuelle de l'alimentation en gaz ne dispose pas d'une indication repérant les positions ouverte ou fermée.

Deux vannes automatiques redondantes placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz permettent de couper l'alimentation en gaz.

D'après l'exploitant, un organe de coupure rapide de l'alimentation en gaz est présent au niveau des brûleurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Contrôle de la combustion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 4 du titre 7

Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans les caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air.</p> <p>Le séchoir est équipé de détecteurs de niveau de grain. Le bon fonctionnement de l'extraction des grains et de la rotation de la turbine de ventilation sont contrôlés en permanence.</p> <p>Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les appareils de combustion sont équipés d'une détection de flamme permettant de contrôler leur bon fonctionnement et, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'installation.</p> <p>L'exploitant indique que les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé.</p> <p>Enfin, l'inspection a constaté que le séchoir était équipé de détecteurs de niveau de grain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Détection de gaz - détection d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 5 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations, utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de</p>

<p>l'article 3 du Titre 7 ci-dessus. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues par rapport aux installations électriques.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Le séchoir est équipé d'une installation de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air.</p> <p>Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal, d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un détecteur de gaz dans le local séchoir. L'exploitant a indiqué que d'autres étaient également présents mais ceux-ci n'ont pas été constatés, la partie haute du local n'étant pas facilement accessible. Le séchoir n'est pas implanté en sous-sol et n'est pas exploité sans surveillance permanente. En cas de détection, une alarme sonore est déclenchée.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des détecteurs ni de présenter les derniers rapports de leurs contrôles.</p> <p>Suite n°20250127-13 : L'exploitant démontrera que l'emplacement des détecteurs a été déterminé en fonction des risques de fuite et d'incendie et transmettra un plan précisant leur localisation.</p> <p>Suite n°20250127-14 : L'exploitant transmettra le dernier rapport de contrôle des détecteurs gaz.</p> <p>Suite n°20250127-15 : L'exploitant précisera à quel pourcentage de la limite inférieure d'explosivité (LIE) est fixé le seuil de détection de ses détecteurs gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 6 du titre 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation du séchoir se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>

Constats :
L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les attestations de formation des 3 personnes ayant travaillé sur site pendant la dernière période de séchage.
Suite n°20250127-16 : L'exploitant transmettra les attestations de formation des personnes ayant travaillé sur site lors de la dernière période de séchage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Conduite des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 7 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité.</p> <p>Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son relevé de séchage journalier sur lequel de nombreuses informations de suivi des conditions d'exploitation sont renseignées. Il a également présenté sa procédure de séchage précisant les contrôles à réaliser avant, pendant et après les opérations de séchage ainsi que les vérifications périodiques, du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité, à réaliser. Cette procédure précise la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique que si le séchoir s'arrête automatiquement en cas d'anomalies, il n'est pas possible de le remettre en service sans que le défaut n'ait été acquitté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 8 du titre 7
--

Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p> <p>Les séchoirs sont munis d'un système d'aspiration et disposent d'un système de vidange rapide.</p> <p>Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que des dispositifs d'obturation sont implantés sur les entrées d'air et que le séchoir est muni d'un système d'aspiration. L'inspection a constaté que le séchoir dispose d'un système de vidange rapide vers l'extérieur ce qui permet au grain présent dans la colonne de séchage d'être évacué rapidement sur une aire extérieure en cas d'incendie ou d'échauffement anormal.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Nettoyage séchoir

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 11.1 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes ...)</p> <p>Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher.</p> <p>La colonne de séchage sera totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12h.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consigne relative à la conduite du séchoir prévoit qu'un contrôle de la propreté soit réalisé ainsi qu'un nettoyage si nécessaire avant le démarrage du séchoir. Elle prévoit également qu'un contrôle externe annuel du séchoir soit réalisé après nettoyage complet de celui-ci.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne procède pas à un changement de produits à sécher pendant une campagne de séchage, néanmoins des nettoyages des colonnes d'air usé peuvent être réalisés pendant la période de séchage.</p> <p>La consigne précitée ne prévoit pas de vidange du séchoir après tout arrêt supérieur à 12 h. Les consignes sont différentes pour le séchage du maïs et du tournesol. Pour un arrêt « court » selon la consigne (entre 24 et 48 h pour le maïs, et entre 12 et 24 h pour le tournesol), des actions sont</p>

<p>entreprises mais une vidange n'est pas prévue. Pour un arrêt « long » selon la consigne (supérieur à 48 h pour le maïs et supérieur à 24 h pour le tournesol), une vidange est systématique pour le tournesol à taux d'humidité > 12 %, si l'humidité est inférieure, 3 à 4 extractions de grains par jour sont prévues mais aucune vidange complète; pour le maïs des actions sont prévues mais aucune vidange complète n'est mentionnée.</p> <p>Suite n°20250127-17 : La colonne de séchage n'est pas totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h, notamment pour le maïs ainsi que pour le tournesol de taux d'humidité inférieur à 12 %.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Produits entrant séchoir

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 11.2 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur-épurateur et si nécessaire, par un nettoyeur-séparateur d'une capacité de traitement adapté à la capacité de séchage.</p> <p>Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les céréales et grains réceptionnés sur site font l'objet d'un contrôle qualité à réception. Néanmoins, avant leur séchage, ils ne sont pas préalablement nettoyés par un émotteur-épurateur et éventuellement par un nettoyeur-séparateur avant leur introduction dans le séchoir.</p> <p>Suite n°20250127-18 : Les céréales ou les grains à sécher ne sont pas préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir par un émotteur-épurateur et si nécessaire, par un nettoyeur-séparateur d'une capacité de traitement adaptée à la capacité de séchage. Il convient que l'exploitant dispose d'un émotteur-épurateur et éventuellement d'un nettoyeur-séparateur permettant un nettoyage des grains avant séchage.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 20 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 12 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien.) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les températures maximales de fonctionnement suivant la nature des produits à sécher, • les conditions de mise en marche et d'arrêt de la ventilation et des brûleurs (en particulier toute mise en route du brûleur fait l'objet d'une ventilation préalable).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa consigne de conduite du séchoir précisant les consignes spécifiques pour le démarrage, arrêt, fonctionnement normal et l'entretien du séchoir. Elle mentionne les températures maximales de fonctionnement du séchoir selon la nature des produits à sécher. Les conditions de mise en marche et d'arrêt des brûleurs ne sont pas précisées, les conditions d'arrêt de la ventilation ne sont pas précisées.</p> <p>Suite n°20250127-19 : Les conditions de mise en marche et d'arrêt des brûleurs et les conditions d'arrêt de la ventilation ne sont pas précisées dans la consigne relative à la conduite du séchoir.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 21 : Surveillance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 14 du titre 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement général du séchoir (réglage du brûleur, circuits électriques, systèmes de ventilation, de sécurité et de régulation) fait l'objet de contrôles réguliers par des agents qualifiés.</p> <p>L'état des zones soumises à corrosion (chambre de combustion, échangeurs...) est régulièrement contrôlé au cours de la campagne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport du 21/02/2024 relatif au contrôle du séchoir présentant plusieurs observations. Plusieurs bons d'intervention ont également été présentés mais ne permettent pas de justifier que l'ensemble des observations du rapport ont fait l'objet de mesures correctives.</p> <p>Suite n°20250127-20 : Il convient que l'exploitant justifie que des mesures correctives répondant aux observations suivantes du rapport de contrôle du séchoir du 21/02/2024 ont été mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les courroies de l'aspirateur à poussières sont à remplacer, - Les tuyaux de l'aspirateur sont en PVC, le circuit n'est pas aux normes, - La sonde de température du brûleur est à remplacer, la gaine est abîmée, - Les passerelles sont étroites et sans garde-corps,

<ul style="list-style-type: none"> - Le couloir est à nettoyer, - Le gond du milieu de la porte d'accès au brûleur est à remplacer, - La porte d'accès au brûleur est à remplacer, car elle en mauvais état, - Les deux caissons des extracteurs sont à nettoyer, - La case de réserve est à réparer aux deux extrémités ainsi que sur la partie en biais à côté de l'accès.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2009, article 15 du titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion et des séchoirs sont portés sur le livret de chaufferie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de livret de chaufferie sur lequel les résultats des contrôles et des opérations d'entretien du séchoir sont consignés.</p> <p>Suite n°20250127-21 : Il convient que les résultats des contrôles et des opérations d'entretien du séchoir soient portés sur un livret de chaufferie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois